

Quelle croissance pour la France en 2020 et 2021 ? Les enseignements de l'OFCE, un panel de prévisions

par [Magali Dauvin](#) et [Adeline Guéret](#)

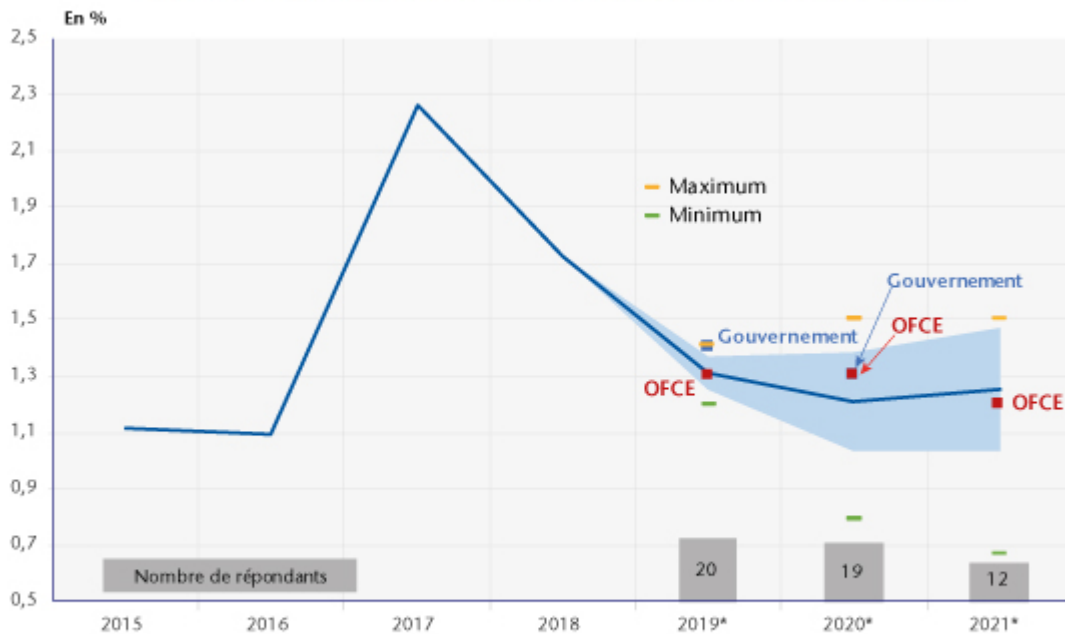
Quelques semaines après la publication des prévisions de croissance pour la France (le 16 octobre, disponibles [ici](#)),

l'OFCE a organisé un atelier avec les différentes institutions françaises publiques (Banque de France, Direction Générale du Trésor, INSEE) et internationales (Commission européenne, OCDE et FMI) : l'Observatoire Français des Comptes Nationaux (OFCE). Les institutions privées françaises ou opérant en France étaient également invitées. Le sujet de la journée était la conjoncture française et son environnement international, les prévisions macroéconomiques à l'horizon 2021, les perspectives budgétaires ainsi que des éléments de méthodes ou structurels comme l'utilisation des indicateurs avancés pour prédire le PIB ou encore la polarisation du marché du travail. La troisième édition de cette rencontre annuelle a eu lieu vendredi 8 novembre 2019. Une vingtaine d'instituts de prévision à 1 ou 2 ans étaient représentés [\[1\]](#).

Les débats ont montré une certaine convergence des prévisions pour l'année en cours, avec cependant de nombreuses incertitudes quant aux conséquences sur l'économie française des évolutions internationales. En effet, en 2018, l'activité économique a souffert d'un calendrier fiscal défavorable couplé à d'intenses mouvements sociaux et d'une dégradation de l'environnement extérieur. La croissance du PIB a ralenti, elle est passée de 2,4 % en 2017 à 1,4 % l'année suivante. Avec un acquis de croissance à + 1,2 % à l'issue du troisième trimestre 2019 selon les derniers chiffres publiés par l'INSEE à la fin octobre, l'ensemble des prévisionnistes s'accorde sur un dynamisme moindre de l'activité économique en France en 2019 (**Graphique 1**). En moyenne, les prévisions situent la croissance à + 1,3% pour cette année, avec une faible dispersion autour de la moyenne (entre 1,2% et 1,4%). Ce chiffre est quasiment en ligne avec la prévision du gouvernement à + 1,4 % que le Haut Conseil des Finances Publiques avait jugé « atteignable » dans son avis du 23 septembre 2019^[2]. Le ralentissement, commun à tous les instituts, s'inscrit dans un contexte où l'environnement international est moins porteur qu'il ne l'a été en 2018. Selon l'ensemble des prévisionnistes, la dynamique du commerce mondial serait réduite de moitié au moins entre 2018 et 2019 (passant de + 3,4 % à 1,5% de croissance en moyenne). La baisse de la croissance du PIB des pays partenaires de la France est également

inscrite dans le scénario des différents instituts entre 2018 et 2019.

Graphique 1. Prévisions de croissance du PIB français à l'horizon 2021



Note : Les années avec * sont des périodes de prévisions. La ligne bleue correspond à la moyenne des réponses fournies par les instituts répondants. La bande bleue est bornée par les écart-types. L'écart-type pour 2021 est plus élevé car le nombre de réponses est plus faible et la volatilité plus élevée.

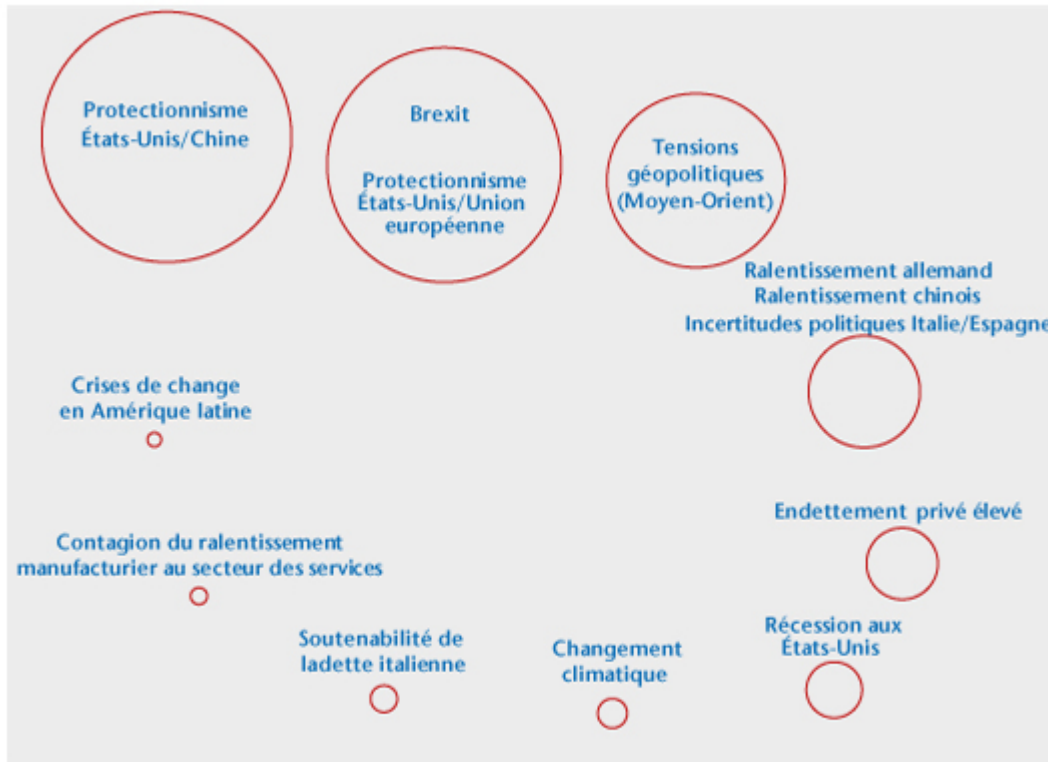
Sources : Insee, calculs OFCE à partir des réponses des instituts présents à la journée OFCN 2019.

Pour l'année 2020, la moyenne des prévisions donne une croissance légèrement plus faible par rapport à 2019, à + 1,2%, avec relativement peu de disparités dans la dynamique. Le consensus s'oriente vers une contribution de la demande intérieure hors stocks à la croissance moins importante qu'en 2019 (en particulier de l'investissement des entreprises non financières et celui des administrations publiques) ainsi qu'une contribution négative du commerce extérieur. Toujours en moyenne, la croissance du PIB se verrait amputée de -0,2 point du fait de l'accélération des importations (passant de + 2,3 % à + 2,6 % entre 2019 et 2020) non compensée par le moindre dynamisme des exportations (+2,3 % en

moyenne en 2019
et + 2,1 % en 2020).

De plus, l'environnement international est jonché d'incertitudes et de risques majoritairement orientés à la baisse (**Graphique 2**). La grande majorité des prévisionnistes s'accorde sur un chemin de croissance plus modéré, se rapprochant du potentiel. Les prévisions de croissance sont comprises entre 0,7% et 1,5%, avec une moyenne à + 1,3 %. Enfin, la journée a permis de mettre en lumière, au-delà des chiffres de croissance, les différences des atouts de l'économie française. Nous gardons le détail de ces analyses pour le *policy brief* à venir.

Graphique 2. Résumé des aléas négatifs susceptibles d'impacter la croissance mondiale et européenne, classés par nombre d'occurrence



Note : La taille des cercles est proportionnelle au nombre d'occurrences du risque dans les questionnaires complétés par les différents instituts. Par exemple, parmi les 19 instituts ayant répondu à la question suivante : « selon vous, quels sont les principaux risques qui pèsent sur la croissance mondiale/de la zone euro ? », 17 ont évoqué la hausse des mesures protectionnistes entre les États-Unis et la Chine. À l'inverse, 4 instituts sur 16 considèrent une récession de l'économie américaine comme un facteur de risque.
Source : réponses des instituts présents à la journée OFCN 2019.

[1] D'autres organismes étaient présents comme le COR, la DARES, France Stratégie, le HCFP, Pair Conseil et l'Unedic en tant qu'observateurs.

[2] Avis n° HCFP – 2019 – 3 relatif aux projets de lois de finances et de financement de la sécurité sociale pour l'année 2020 (23 septembre 2019), téléchargeable ici : <https://www.hcfp.fr/sites/default/files/2019-10/Avis%20n%C2%B02019-3%20PLF-PLFSS%202020.pdf>.

Au moment où les prévisions du gouvernement étaient rendues publiques, la croissance du PIB du troisième trimestre n'était pas

encore connue et l'acquis de croissance était aux environs de 1,1%.